

XXXIème Assemblée générale ICCROM AG31/2019

30-31 octobre 2019
Rome, Italie



Document GA31/15.2: Pour approbation et action
Titre: Comité financier et d'audit

Résumé

Le Conseil de l'ICCROM a créé un Comité financier et d'audit en 2018, chargé de le conseiller sur les questions relatives à l'administration financière de l'Organisation. Afin d'améliorer la participation des États Membres à la gouvernance de l'Organisation, la composition du Comité financier et d'audit du Conseil peut être révisée et comprendre un maximum de six représentants des États Membres, élus par l'Assemblée générale, qui ont des compétences particulières en matière financière et administrative dans les organisations internationales.

Action requise

L'Assemblée générale demande au Conseil de réviser la composition de son Comité financier et d'audit par un maximum de six représentants des États membres, proposés par les États membres et élus par l'Assemblée générale lors de la 31e AG.

Document sur la composition du Comité financier et d'audit

Contexte général

Lors de sa 91^e session, en novembre 2018, le Conseil de l'ICCROM, à la demande du Bureau et du Directeur général, a créé un Comité financier et d'audit en tant que comité du Conseil.

L'article 15 du Règlement intérieur du Conseil de l'ICCROM stipule que le Conseil constitue les comités nécessaires pour le conseiller dans l'exercice de ses fonctions. Lorsqu'il établit un comité, le Conseil détermine sa composition, ses termes de référence et, dans la mesure du possible, la durée de son mandat. Le règlement stipule en outre que ces comités font rapport au Conseil et, sauf disposition contraire, le Règlement intérieur du Conseil s'applique aux comités créés par le Conseil. Enfin, le règlement stipule que le président du Conseil est membre d'office, sans droit de vote, de tous les comités établis par le Conseil. Au moment de son approbation, il a été convenu que le nouveau Bureau financier et d'audit serait composé des trois membres du Bureau de l'ICCROM (le président du Conseil, le vice-président Administration/Finances et le vice-président Planification) et de deux autres membres du Conseil.

Le mandat de ce comité était de :

1. examiner les propositions du Secrétariat concernant le programme d'activités et le budget biennal, et faire des recommandations au Conseil pour approbation ;
2. superviser les procédures et opérations administratives et budgétaires afin de s'assurer qu'elles sont conformes au Règlement financier de l'organisation et compatibles avec les normes IPSAS ;
3. recommander au Conseil la nomination des vérificateurs externes et approuver le plan de vérification et les honoraires ;
4. examiner les états financiers annuels et recommander leur approbation au Conseil ;
5. examiner les rapports des auditeurs externes et faire les recommandations appropriées au Conseil ;
6. examiner l'activité et les résultats prévus de l'audit externe ainsi que la réponse de la direction aux questions soulevées par l'activité d'audit;
7. s'assurer que les processus d'évaluation des risques, de contrôle et de gouvernance sont adéquats et conformes aux pratiques exemplaires des organisations de nature et de taille semblables.
8. examiner et recommander au Conseil des politiques de gestion des ressources humaines.

Le Comité financier et d'audit a tenu sa première réunion en mai 2019 à l'occasion de la réunion du Bureau de 2019.

Proposition concernant la participation des États membres au Comité financier et d'audit

Après la création du Comité financier et d'audit, des discussions ont été engagées sur l'opportunité d'inclure des représentants des États membres au sein de ce comité. Les raisons de l'inclusion des États membres au sein du Comité des finances et de l'audit sont notamment les suivantes :

- 1 veiller à ce que les États membres participent davantage à la gouvernance de l'organisation ;
- 2 assurer l'amélioration de la transparence, de l'efficacité et de l'efficacité pour les États membres ;
- 3 s'assurer que le Comité financier et d'audit a les antécédents financiers nécessaires pour assurer son efficacité ;
- 4 veiller à ce que les représentants des États Membres puissent, de manière anticipée, peser sur certaines des principales questions financières auxquelles l'Organisation est confrontée.

Pour ces raisons, le Conseil propose à l'Assemblée générale d'envisager de modifier la composition du Comité financier et d'audit pour y inclure le Président et deux vice-présidents et les représentants de six Etats membres au maximum. Des efforts devraient être faits pour assurer un équilibre régional de la représentation au sein du comité.

Les  tats membres du Comité devraient désigner comme représentants des personnes ayant des compétences et une expérience spécifique en matière administrative et financière dans les organisations internationales. Les représentants des  tats Membres du Comité seront élus par l'Assemblée générale pour une période de deux ans. Leur mandat expirerait lors de l'élection de nouveaux membres par l'Assemblée générale, mais ils seraient r eligibles une fois.

Lors de sa 92e session, les 28 et 29 octobre 2019, le Conseil pourra demander aux  tats membres de désigner les membres du Comité des finances et de l'audit au début de la 31e session de l'Assemblée générale. Les  tats membres devraient notifier par écrit au Directeur général le nom du représentant et les détails de ses qualifications et de son expérience dès que possible après le début de la 31e session. Une élection aurait lieu au cours de la 31e session de l'Assemblée générale.

Les  tats Membres seraient encouragés à désigner des représentants déjà en poste à Rome, bien que cela ne soit pas considéré comme obligatoire. Tous les frais de voyage ou autres frais des représentants des  tats membres au sein du comité sont à la charge de l'état membre concerné. Les coûts du Comité devraient être neutres pour l'ICCROM.

Durant la 93e session du Conseil qui suivra immédiatement l'Assemblée générale (1er novembre 2019), le Conseil pourra alors créer officiellement le comité révisé avec sa nouvelle composition.

Le Vice-Président chargé de l'administration et des finances du Conseil assurerait la présidence du Comité. Le Président présiderait les réunions du Comité et exercerait toute autre fonction nécessaire pour faciliter ses travaux.

Le Comité des finances et de l'audit tiendrait deux sessions ordinaires par an, avant les sessions ordinaires du Bureau et du Conseil. Son fonctionnement devrait être neutre en termes de coûts pour l'Organisation. Il pourrait, à la demande du Président, du Directeur général ou du Conseil, tenir des sessions supplémentaires si nécessaire. Le nouveau Comité des finances et de l'audit a pour tâche de conseiller le Conseil sur les questions relatives à l'administration financière de l'Organisation. A sa première session, le mandat actuel pourrait être revu par le Comité et toute recommandation d'amendement pourrait être faite au Conseil lors de sa 94e session en 2021.

Le Conseil établira un rapport intérimaire pour la 32e session de l'Assemblée générale en 2022 afin que les  tats Membres puissent être informés de manière transparente de la manière dont le Comité a été crée et des progrès réalisés lors de ses premières réunions. Ce serait également l'occasion d'affiner les termes de référence et les modalités de fonctionnement en fonction des deux premières années de mise en œuvre.

Les années suivantes, les États membres seraient invités à soumettre des candidatures au Directeur général à une date qui serait fixée avant le début de l'Assemblée générale.